



Performances des grands groupes bancaires au 31 mars 2025

Mai 2025

Chiffres clés au 31 mars 2025

Dans un environnement empreint d'incertitudes géopolitiques et économiques, les grands groupes bancaires français affichent en ce début d'année 2025 une trajectoire de croissance à la fois solide et maîtrisée.

Cette performance s'appuie sur leurs fondamentaux et l'exécution rigoureuse de leurs orientations stratégiques comme en témoignent les niveaux de revenus et de résultats générés sur le 1^{er} trimestre :

- un produit net bancaire cumulé de 36,4 milliards d'euro soit + 5,8% par rapport au 31 mars 2024 ;
- un résultat net cumulé de 7,6 milliards d'euro soit +8,4 % par rapport au 31 mars 2024.

Forts de leurs modèles d'affaires diversifiés et adaptables, les banques ont su rapidement saisir les opportunités offertes par les nouvelles dynamiques européennes renforçant ainsi la position du secteur bancaire comme acteur clé capable de concilier performance opérationnelle, rigueur financière et soutien proactif aux transformations structurelles européennes, conformément à sa vision d'une croissance à la fois durable et rentable.

Ce modèle diversifié et résilient permet aux établissements bancaires de naviguer avec agilité dans l'environnement économique actuel, avec une confiance pleinement justifiée quant à leur capacité à concrétiser leurs ambitions stratégiques, tant à court qu'à moyen terme.

Indicateurs clés pour les grands groupes bancaires français
au 31/03/2025

Un niveau d'activité dynamique et contrasté

PRODUIT NET BANCAIRE

31/03/2024	31/03/2025
34,5 Mds €	36,4 Mds €

+5,8%

RÉSULTAT NET

31/03/2024	31/03/2025
7,0 Mds €	7,6 Mds €

+8,4%

Coefficient d'exploitation
moyen en baisse à

64%

Coût du risque
en hausse

+20%

Des bilans très solides

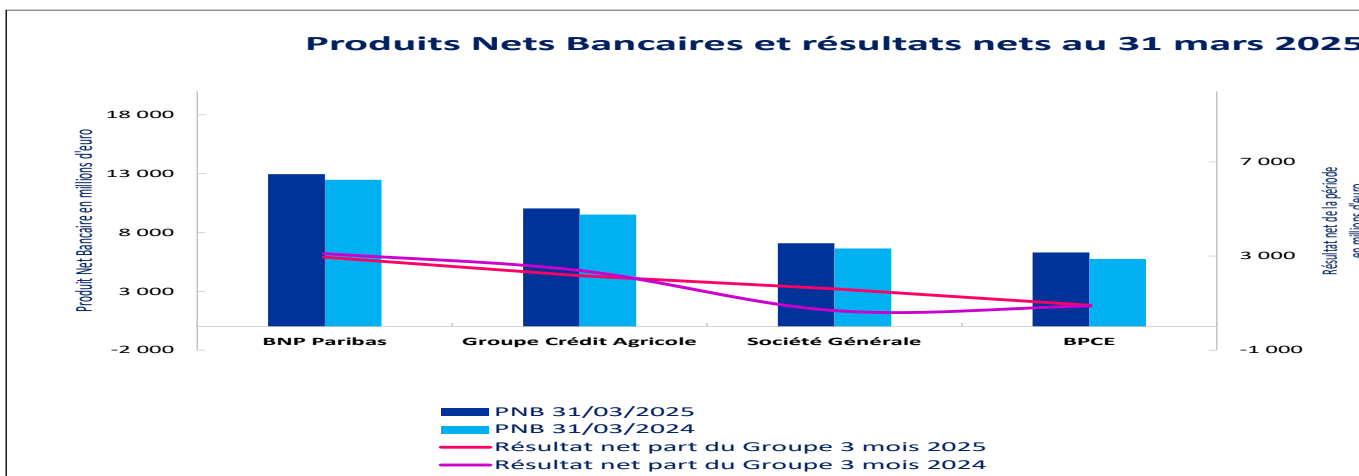
RATIO DE CET 1

31/12/2024	31/03/2025
14,9%	14,9%

RÉSERVES DE LIQUIDITÉ

31/12/2024	31/03/2025
1 570 Mds €	1 590 Mds €

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2025



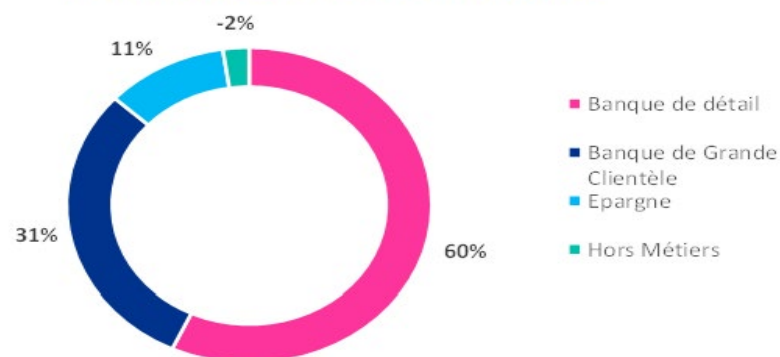
Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2025

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués de presse et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des principaux groupes bancaires français et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

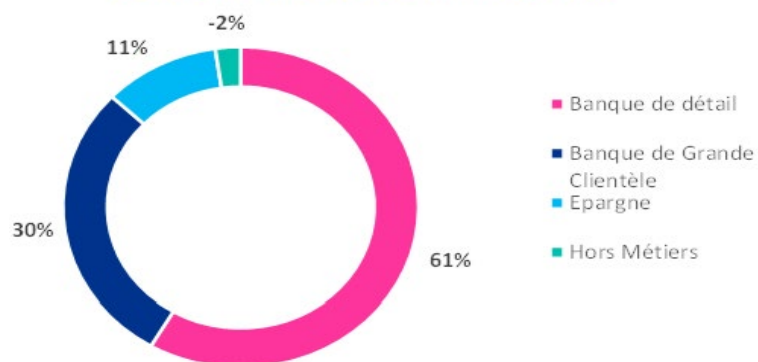
Répartition des revenus par activités

Sur le 1^{er} trimestre 2025, les métiers de la banque de détail génèrent des revenus qui augmentent de 3%, tandis que les PNB des activités de la banque de grande clientèle et des métiers de l'épargne enregistrent des progressions plus marquées qui s'élèvent respectivement à + 10,6% et +9,3%.

Ventilation du PNB au 31 mars 2025



Ventilation du PNB au 31 mars 2024



Eléments non-opérationnels et non récurrents

Au-delà des éléments comptables récurrents de volatilité comptable, les groupes BNP Paribas et Société Générale présentent dans leurs communications financières des éléments spécifiques notables.

Le groupe BNP Paribas enregistre un gain de 168 millions d'euros provenant de la réévaluation de titres de participation au sein de ses activités d'assurance.

De son côté, le groupe Société Générale comptabilise un bénéfice net de 202 millions d'euros résultant des cessions finalisées de plusieurs actifs stratégiques : SGEF, Société Générale Private Banking Suisse et SG Kleinwort Hambros.

Enfin, les groupes Crédit Agricole et BPCE communiquent sur la surtaxe exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés comptabilisée au 1^{er} trimestre 2025 qui impacte respectivement les groupes à hauteur de 207 millions d'euros (Crédit Agricole) et 75 millions d'euros (BPCE).



Analyse des métiers

Banque de détail

La banque de détail maintient sa trajectoire ascendante, portée notamment par l'augmentation simultanée des encours de collecte et de crédit sur le marché français avec des revenus en croissance de 3 % par rapport au 31 mars 2024 qui s'établissent ainsi à 21,2 milliards d'euros. Le crédit immobilier, après avoir touché un plancher début 2024, affiche des signes encourageants de reprise, même si le rebond amorcé en fin d'année dernière ne se concrétise pas avec l'ampleur initialement escomptée. L'évolution des volumes présente toutefois des disparités significatives selon les zones géographiques.

BNP Paribas

- ❑ **En France :**
 - Progression des revenus d'intérêts dans l'ensemble des réseaux.
 - Poursuite du développement de **Hello bank!** avec 3,7 millions de clients (+5,2% sur le 1^{er} trimestre 2025).
 - Poursuite des investissements dans les **Paiements** avec le lancement, en partenariat avec BPCE, de **Estreem**, nouveau leader français du processing des paiements.
 - **Digitalisation croissante** avec une forte hausse des usages digitaux des clients (~12 millions de connections quotidiennes, soit +9,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2024).
 - Progression du PNB organique (marge financière et sur services) chez **Arval** malgré l'impact négatif de l'évolution du prix des véhicules d'occasion et amélioration des marges et des volumes de **Leasing Solutions**.
- ❑ **A l'international :**
 - Croissance de commissions et bonne dynamique de l'épargne hors-bilan chez **BNL banca (Italie)**, forte croissance des dépôts au **Luxembourg**.
 - Très bonne dynamique commerciale dans la zone **Europe Méditerranée** avec une progression des marges et des commissions sur les paiements en **Turquie** et une hausse des marges en **Pologne**.
 - Instabilité politique en Turquie depuis mars 2025 sans impact sur le compte de résultat au 1^{er} trimestre 2025.

Société Générale

- ❑ **En France :**
 - Forte dynamique commerciale de **BoursoBank** (croissance des encours de dépôts et de crédit) et conquête de nouveaux clients (+458.000 nouveaux clients - avec une base de clientèle qualifiée d'engagée, fidèle et de grande qualité).
 - Stabilité des revenus des activités de **Crédits à la consommation** malgré des encours toujours en baisse, mais à un rythme moindre qu'en 2024.
 - Revenus **d'Ayvens** stables sur le trimestre avec des marges en hausse et une normalisation graduelle des résultats des ventes de voitures d'occasion par unité.
- ❑ **A l'international :**
 - Dynamique soutenue en **Europe**, avec une activité commerciale robuste et des encours de crédits en hausse sur les 2 segments de clientèle de la **KB** et de la **BRD**, et plus particulièrement sur l'habitat.
 - Activité dynamique dans la région **Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer** avec des tendances contrastées selon les géographies.

BPCE

- Revenus en forte croissance sur un an, portés par la poursuite du rebond de la marge nette d'intérêt et la bonne dynamique sur les commissions.
- Solide développement des fonds de commerce dans les réseaux **Banque Populaire et Caisse d'Epargne** (+ 230.000 nouveaux clients).
- **Solutions et Expertises financières** : intégration réussie de **BPCE Equipment Solutions** au 1^{er} trimestre 2025, selon les modalités et le calendrier convenus : renforcement de la position du groupe BPCE en Europe dans l'activité du **leasing d'équipement**.
- Accompagnement fort des entreprises dans un environnement incertain avec une bonne dynamique globale des activités **BPCE Leasing** (hausse des encours moyens totaux, notamment sur le **crédit-bail mobilier**) et une bonne activité de conquête de nouveaux clients en **affacturage**.
- Résilience démontrée des métiers liés au **logement et à l'immobilier** avec une augmentation des encours moyens financés sur **SOCFIM** portée par l'activité moyen long terme.
- **Digital et Paiements** : lancement en février 2025 de **Estreem** pour construire un acteur majeur européen dans le processing des paiements.
- Revenus en hausse dans le pôle Assurance tirée par BPCE **Assurance** qui bénéficie d'une bonne dynamique sur l'assurance vie (4,7 Md€ de collecte brute) et par **Compagnie Européenne de Garanties et Cautions** (CEGC).

Crédit Agricole

- ❑ **En France :**
 - Progression des parts de marché avec une **conquête de nouveaux clients** (+67 000 nouveaux clients pour LCL et +319 000 nouveaux clients pour les caisses régionales).
 - Reprise progressive de l'activité de crédit habitat et hausse de la production de crédits aux entreprises pour les **Caisses Régionales et LCL**.
 - Progression du **taux d'équipement** en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV.
 - Baisse de la production commerciale de **Crédit Agricole Personal Finance & Mobility (CAPFM)** liée au contexte économique impactant négativement le marché automobile en Europe et en Chine.
 - Progression de la production commerciale de **Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F)** sur le crédit-bail, tirée en particulier par le crédit-bail immobilier et le financement des énergies renouvelables en France.
 - Création de la coentreprise **GAC Sofinco Leasing**.
- ❑ **A l'international :**
 - Activité dynamique pour les banques de proximité à l'international soutenue par une activité commerciale bien orientée en **Italie**, en **Pologne** et en **Egypte**.
 - Résultats mitigés dans les métiers spécialisés à l'international avec notamment une production commerciale en repli dans les métiers de l'**Affacturage en Allemagne**.
 - Participation au capital de **Banco BPM** portée à 19,8%.

Métiers de l'épargne

Au premier trimestre 2025, les métiers de l'épargne connaissent un très bon début d'année dans l'ensemble, avec des revenus qui s'établissent à 4,4 milliards d'euros (+ 9,3% par rapport au 31 mars 2024) en raison essentiellement d'une collecte nette positive sur les 3 métiers de gestion d'actifs, d'assurance et de gestion de fortune, malgré un effet marché et change défavorable sur la période.

BNP Paribas		
• Croissance des actifs sous gestion de Wealth Management portée par une bonne collecte (9,4 Md€ sur le trimestre) notamment en Asie et dans les banques commerciales. • Forte progression des commissions transactionnelles dans toutes les géographies et bonne tenue des dépôts, notamment en USD. • Collecte soutenue dans l'Asset Management (4,1 Md€ sur le trimestre) à la fois dans les fonds monétaires et en supports de moyen long terme. • Progression des commissions en lien avec l'effet performance des marchés malgré l'impact change négatif sur les actifs sous gestion en fin de trimestre. • Collecte brute en forte hausse en Épargne et en Protection dans l'Assurance et très bon démarrage de l'activité de BCC Vita avec le réseau BCC Banca Iccrea. • Activités de promotion immobilière et transactionnelle pénalisées par un marché toujours attentiste dans le Real Estate. • Redéploiement du capital issu de la vente de Bank of the West dans la construction une plateforme de gestion d'actifs de 1^{er} plan intégrant AXA IM, HSBC WM Allemagne et des partenariats d'assurance.		
Crédit Agricole		BPCE
• Poursuite de la dynamique d'Amundi dans la Gestion d'Actifs sur les axes stratégiques (ETF, Distribution, Asie) et gain d'un gros mandat ESG indiciel actions avec People's Pension au UK. • Finalisation du partenariat entre Amundi et Victory Capital. • Performance solide des Joint -Ventures : bonne collecte en Corée, stabilisation en Chine, décollecte en Inde liée à la fin de l'année fiscale et à la correction des marchés locaux depuis le 4^{ème} trimestre 2024. • Activité bien orientée dans la Gestion de Fortune (Indosuez Wealth Management) avec une collecte positive tirée par la France et le Luxembourg et bénéfice de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam. • Projet d'acquisition de la banque Thaler en Suisse annoncé le 4 avril 2025. • Très bonnes performances en Assurances Collectives liée à la prise d'effet du contrat de santé collective avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.		• Stabilisation des revenus de la Gestion d'Actif sur un an grâce à des actifs sous gestion moyens plus élevés (+ 8% sur un an) en partie neutralisés par des niveaux de taux de marges inférieurs compte tenu de la part croissante du fixed income dans le mix produit. • Collecte nette dynamique en Gestion d'Actifs (7 milliards d'euros) principalement grâce aux produits fixed income de Loomis Sayles et DNCA. • Part des actifs ESG : 40 % des actifs sous gestion à fin mars 2025.

Note : Pour la Société Générale, les activités de la banque privée sont intégrées dans les activités de la banque de détail depuis 2022. Le groupe précise que ses activités de Banque Privée voient leurs actifs sous gestion progresser de +6% sur le trimestre à 130 milliards d'euros avec une collecte nette qui s'établit à 2 milliards d'euros.

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2024

Banque de grande clientèle

La Banque de Grande Clientèle publie des revenus en forte hausse de +10,6% par rapport au 31 mars 2024 pour s'établir à 11,8 milliards d'euros sur le trimestre, portés par une forte dynamique à la fois des métiers actions et des activités de financement.

	BNP Paribas	Société Générale	Crédit Agricole	BPCE
Métier FIC-T (activité Taux, Crédit, Change et Matières Premières)	- Forte hausse dans les activités macro portées par la volatilité au niveau du Change, des futures et des options. - Croissance de l'activité Taux malgré un dynamisme en repli sur les repos. - Forte activité de Crédit sur le marché primaire en particulier aux Etats-Unis, contrairement aux activités secondaires.	- Bonne performance des activités de flux de change et de taux sur les marchés développés et émergents en raison d'une volatilité accrue. - Baisse de l'activité clients sur les solutions d'investissement de taux et compression des marges dans les activités de financement.	Bonne dynamique des revenus sur l'ensemble des activités de la banque de marché dans un contexte de forte volatilité.	Progression des revenus de FIC-T portés par une activité très dynamique sur les segments Crédit, Change et matières premières bénéficiant d'une volatilité élevée.
Métier Titres & métier Actions	- Croissance des revenus d'Equity & Prime Services dans toutes les régions et les lignes métiers, en particulier en Prime Services ainsi qu'au niveau des dérivés Action sur les structurés et les activités de flux grâce à la hausse de la volatilité. - Signature de nouveaux mandats pour Securities Services dans chaque segment et géographie, (notamment avec ProCapital, filiale du Crédit Mutuel Arkea, incluant une conservation locale et globale pour 22 Md€ d'actifs et la compensation de produits dérivés listés). - Poursuite d'un développement robuste sur le segment Private Capital.	- Trimestre tiré par des marchés Actions plus volatils, avec des volumes clients plus élevés principalement sur les produits listés et les activités de flux. - Poursuite d'une solide performance pour les activités de dérivés grâce à une activité commerciale soutenue. - Bon niveau de commissions des services Titres par rapport à une base élevée en 2024, grâce à une forte dynamique commerciale des activités de distribution de fonds.	- Bon niveau d'activité sur les Structurés Actions. - Croissance de l'activité dans les services financiers aux institutionnels, soutenue par le dynamisme commercial et les effets marchés favorables, qui compensent la sortie planifiée de clients ISB.	Très bonne performance de l'activité Equity portée par la forte activité commerciale du métier Global Securities Financing et des Dérivés actions.
Banque de financement et d'investissement	- Forte hausse dans les activités Capital Markets, dans les trois régions, notamment en Amérique. - Dynamisme commercial soutenu en Transaction Banking permettant de compenser l'impact sur la marge de la baisse des taux. - Bonne performance de l'Advisory dans un marché en ralentissement.	- Solide performance dans le financement d'actifs. - Bons résultats pour la plateforme Asset-Backed Products malgré des conditions de marché moins favorables qu'au 1^{er} trimestre 2024. - Performance résiliente en M&A et sur les marchés de capitaux de dette. - Très bonne performance du métier Global Transaction & Payment Services grâce à des volumes de paiements en hausse auprès de la clientèle institutionnelle et une bonne performance commerciale sur la franchise entreprise.	- Très bonne performance de la Banque Commerciale, tirée par les financements d'actifs et financements de projets, en particulier sur les énergies vertes et l'aéronautique. - Résultats solides dans les activités de Trade et Export Finance.	- Progression des revenus de Global Finance grâce à la dynamique des activités Real Assets : infrastructures & ressources naturelles (+ 67 % sur un an), Immobilier & hôtellerie (x 2,2 sur un an) et Aviation (x 1,9 sur un an). - Performance solide des activités d'Investment Banking avec des revenus tirés par les métiers SECM et Acquisition & Strategic Finance. - Performance solide des métiers du M&A.

Evolution du coût du risque (CdR)

Depuis l'élection de Donald Trump, le niveau d'incertitudes économiques et géopolitiques (déjà très élevé avec la guerre en Ukraine et la situation au Moyen Orient), atteint de nouveaux sommets sur fonds de guerre commerciale et de ses effets en termes de volatilité sur les marchés.

- ✓ Dans ce contexte, **les prévisions de croissance économique mondiale** du FMI ([publication du 4 avril 2025](#), i.e. avant la suspension le 9 avril pour 90 jours des droits de douanes réciproques) **anticipent désormais une croissance à 2,8 % pour 2025 et à 3 % pour 2026** contre **une prévision de 3,3% pour 2025 et 2026** (dans les prévisions de [janvier 2025](#)) et une moyenne 2000-2019 de 3,7%, reflétant l'accroissement rapide des tensions commerciales et le degré d'incertitude exceptionnellement élevé qui entoure les politiques publiques. Il en résulte:

- **au niveau des pays avancés, une nette révision à la baisse des prévisions de croissance aux Etats-Unis et une baisse plus limitée en Europe:**
 - USA: 1,8% en 2025 (-0,9% par rapport à janvier),
 - Zone Euro: 0,8% en 2025 (-0,2% par rapport à janvier);
- du côté de la Chine, la prévision de croissance (4,6% initialement en janvier 2025) est sujette à une révision à la baisse significative compte tenu des récentes mesures commerciales;
- **spécifiquement pour la France, le FMI a abaissé le 19 avril les prévisions de croissance pour 2025 à 0,6% (-0,2% par rapport à janvier) sous l'effet d'un ralentissement économique en zone euro lié aux droits de douanes.**

- ✓ Dans ce contexte, le rythme de recul de l'inflation devrait être plus lent, ce qui affectera les politiques monétaires et le rythme des baisses des taux directeurs des principales banques centrales.

Ainsi, le 19 mars, la Fed a maintenu ses taux directeurs dans la fourchette de 4,25-4,5% en indiquant que les nouveaux droits de douane avaient commencé à tirer les prix vers le haut. La Fed a également revu ses prévisions à la baisse: croissance du PIB à 1,7% (contre 2,1% prévu auparavant), inflation à 2,7% (contre 2,5% en décembre) et taux de chômage à 4,4% (contre 4,3% précédemment).

De son côté, la BCE a baissé de 25 pb ses taux directeurs le 17 avril tout en indiquant, dans le contexte actuel, qu'elle ne s'engageait pas sur une trajectoire de taux particulière.

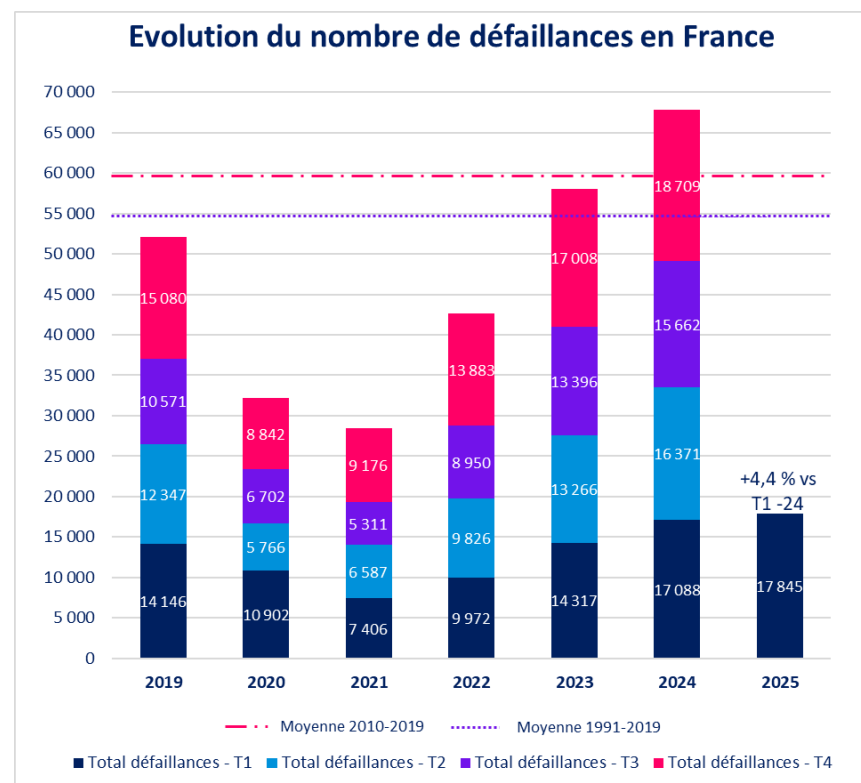
- ✓ En France, le gouvernement envisage de nouvelles économies (de l'ordre de 40 Mds€) dans un contexte de rentrées fiscales nettement inférieures aux prévisions budgétaires. Cette situation pourrait générer de l'instabilité politique avec le spectre d'une nouvelle motion de censure.

- ✓ Par ailleurs en France, **les défaillances d'entreprises progressent encore de 4,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2024 et atteignent un niveau inégalé sur les 12 derniers mois glissants à plus de 68 500 défaillances.**

L'évolution en % ralentit, ce qui laisse envisager une stabilisation des défaillances courant 2025 sous réserve des effets de la guerre commerciale initiée par l'Administration Trump.

Cette tendance s'explique par le contexte économique et politique en France et dans le monde.

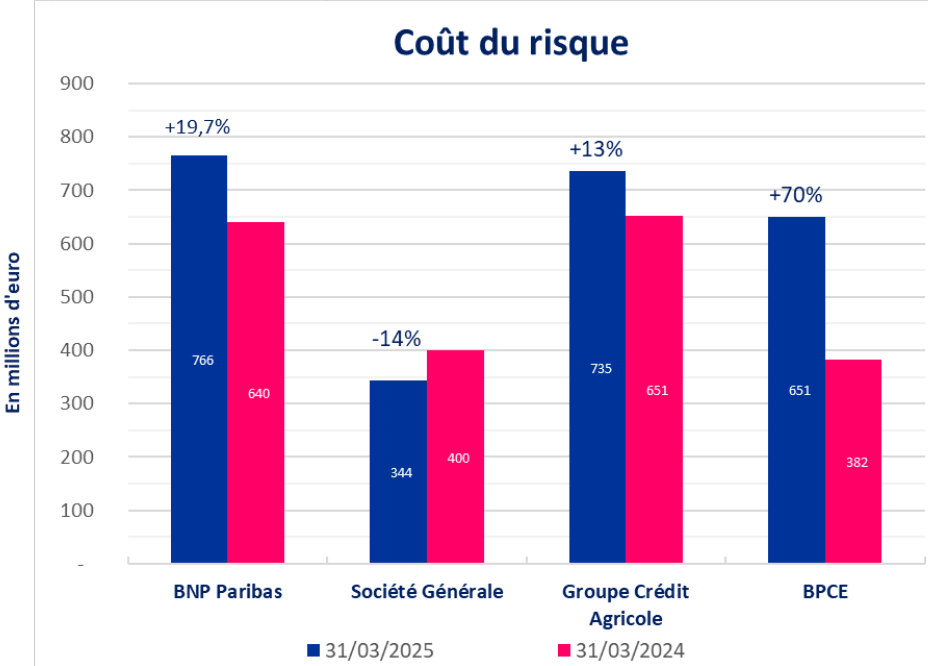
A noter que les défaillances d'ETI (+100 salariés) augmentent encore avec respectivement 64 défaillances au 1^{er} trimestre (contre 50 à fin mars 2024) et un enjeu significatif en termes d'emplois.



Source des données : [Etudes trimestrielles ALTARES](#) 2025, 2024 et 2023

Dans ce contexte particulier, le CdR est globalement en hausse au 31 mars 2025 mais avec des disparités selon les établissements et les stages ainsi que dans l'amplitude de l'évolution.

En effet, le CdR cumulé des 4 banques françaises de notre échantillon affiche une hausse de 20% et s'élève à 2,5 Mds€ contre 2,1 Mds€ au 31 mars 2024. Cette progression de 20% s'explique notamment par la base de comparaison au 31 mars 2024 qui comprenait pour les 4 banques françaises des reprises sur les Stages 1 & 2 (en cumulé pour 0,4 Mds€).



Source des données : Communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 mars 2025 et 31 mars 2024

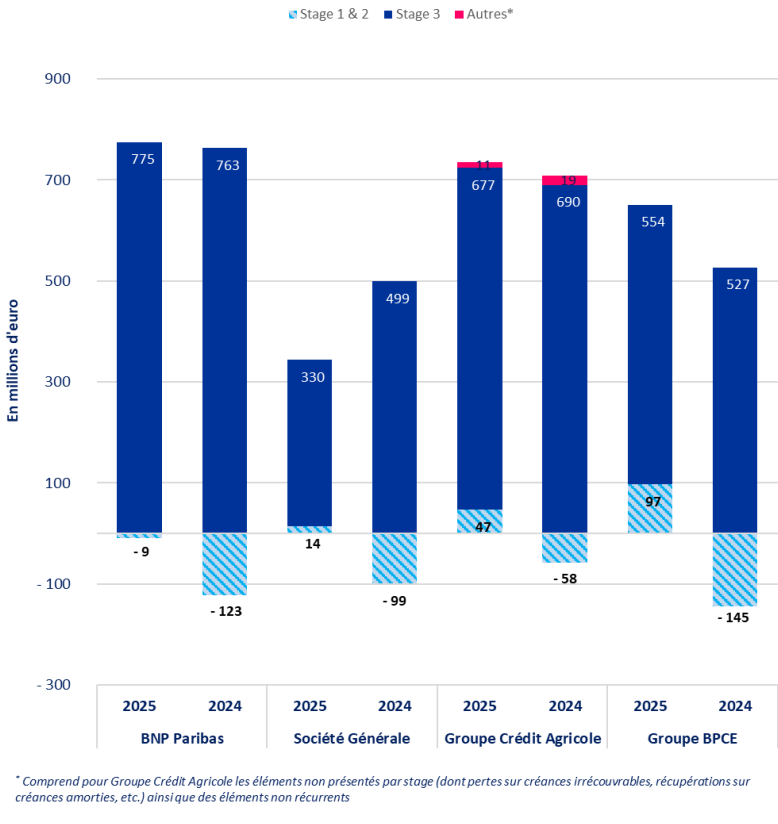
Pour rappel, BNP Paribas avait procédé à un changement de présentation fin 2023 avec la création d'une ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers » sous le coût du risque.

Ces éléments présentés hors coût du risque s'élèvent à 15 M€ au 31 mars 2025 et 5 M€ au 31 mars 2024.

¹ Où Stage 1 (S1) : Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine ; Stage 2 (S2) : Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.



Le CdR se décompose par Stage¹ comme suit:



* Comprend pour Groupe Crédit Agricole les éléments non présentés par stage (dont pertes sur créances irrécouvrables, récupérations sur créances amorties, etc.) ainsi que des éléments non récurrents

Source des données : Communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 mars 2025 et 31 mars 2024

Globalement, le CdR sur les Stages 1 & 2 est en nette progression. Trois des banques passent en dotation nette au Q1-25 (Société Générale, Groupe Crédit Agricole et Groupe BPCE). BNP Paribas reste en reprise à hauteur uniquement de 9 M€ (123 M€ de reprise au Q1-24).

Le CdR Stage 3 connaît des variations hétérogènes selon les banques, allant d'une situation de diminution (Société Générale à -34% et Groupe Crédit Agricole à -2%) à des progressions contenues (BNP Paribas +2% et Groupe BPCE +5%).

A noter qu'aucune des 4 banques françaises n'indique avoir pris en compte, dans l'évaluation des dépréciations, les effets potentiels des droits de douanes sur le risque de crédit.

CdR global

- **CdR de 766 M€, +126 M€**, en lien avec:
 - ✓ la **légère hausse du Stage 3** (+12 M€) avec un total de 775 M€ (763 M€ au Q1-24)
 - ✓ une **diminution des reprises sur les Stages 1 et 2** qui s'élèvent à 9 M€ au 31 mars 2025 (contre 123 M€ au 31 mars 2024)
- CdR à 33bp, inférieur à la guidance 2024 de 40bp (**Objectifs 2025-2026 d'un CdR < à 40bp**)

CdR par métier

- **Commercial Investment Banking: dotation de 65 M€ au 1^{er} trimestre 2025 contre une reprise de 95 M€ au Q1-24** (en lien avec des reprises sur les Stages 1 et 2)
- **Commercial Personal Banking Solutions: dotation de 712 M€, +1,4% vs Q1-24** avec notamment :
 - ✓ la **Banque Commerciale en France** en dotation de 125 M€, **+9 M€**
 - ✓ **BNL** en dotation de 37 M€, **-49% compte tenu d'une réduction des nouveaux cas de défaut combinée à des reprises de strates 1 et 2**
 - ✓ la **Banque Commerciale en Belgique** en reprise de 13 M€ notamment sur le Stage 3 (contre une dotation de 28 M€ au Q1-24)
 - ✓ l'**activité de crédit à la consommation** en dotation de 402 M€, **+32 M€** (BNP indique que cette évolution ne remet pas en cause l'amélioration structurelle du profil de risque)
 - ✓ la **Banque Commerciale en Europe Méditerranée** en dotation de 59 M€, +19 M€ (BNP indique une normalisation du coût du risque par rapport à une base faible au Q1-24)

Scenarii et pondérations

- **Pas d'information donnée au 31 mars**
Pour rappel, BNP avait mis à jour fin 2024 les paramètres des scenarii économiques utilisés pour le calcul du forward looking. Scenarii central, pour l'année 2025:
 - ✓ Taux de croissance attendu du PIB: Zone Euro: prévisions fin 2024 de 1,1% contre 1,6% fin 2023 / France: prévisions fin 2024 de 0,8% contre 1,5% fin 2023
 - ✓ Taux d'inflation attendu: Zone Euro: prévisions fin 2024 de 1,9% contre 2,1% fin 2023 / France: prévisions fin 1,4% contre 2,2% fin 2023
- **Pondérations: Hausse de la pondération du scenario « Adverse »**
- **Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii**

Scenario	Sévère	Adverse	Central ⁽¹⁾	Favorable
31 décembre 2024	5%	17%	50%	28%
31 décembre 2023	5%	12%	50%	33%

⁽¹⁾ Le scenario "Central" est toujours pondéré à 50%.

Analyse de sensibilité	Sévère	Adverse	Central	Favorable
31 décembre 2024	NC	870	NC	- 570
31 décembre 2023	NC	1 150	NC	- 600

Ajustements post-modèles

- Informations chiffrées non communiquées au 31 mars
Pour rappel au 31 décembre 2024:
- **Ajustements post-modèles pour limites de modèle** (par exemple, en cas de données statistiques insuffisantes ne permettant pas de refléter une situation particulière).
Notamment:
 - ✓ Ajustements constitués en 2022 pour tenir compte des effets de l'inflation et de la hausse des taux, par exemple sur le secteur du crédit à la consommation (baisse du reste à vivre de la clientèle la plus sensible)
 - ✓ Réévaluation de ces ajustements en 2023 et 2024 pour tenir compte de l'évolution du contexte économique => Reprise ou utilisation des ajustements
- Au 31 décembre 2024, ces ajustements représentent 3,7% du total des ECL (4,5% au 31 décembre 2023 / 6,1% au 31 décembre 2022)
- Ajustements post-modèles également considérés pour prendre en compte le cas échéant les conséquences d'incidents climatiques

Autres

- **78% des expositions de crédit brutes** au bilan au 31 décembre 2024 classées en **Investment Grade**
- **Immobilier Commercial:** 3,7% (soit 67,3 Mds€) des engagements bruts totaux avec plus de 92% d'engagements en Europe, 51% de contreparties notées Investment Grade et 3,6% de douteux
- **LBO:** 0,7% (soit 13 Mds€) des engagements bruts totaux

CdR global

- **CdR de 344 M€, -56 M€ (-14%)** en lien avec :
 - ✓ la diminution de 169 M€ du Stage 3 pour atteindre 330 M€ au 31 mars 2025
 - ✓ des dotations de 14 M€ sur les Stages 1 et 2 contre des reprises de 99 M€ au 31 mars 2024 (+113 M€)
- **Cible 2025 de CdR compris entre 25-30bp**

CdR par métier

- Banque de détail France, Banque Privée & Assurances : CdR à 171 M€ (-31%)
- Mobilité, Banque de détail et services financiers à l'International : CdR à 124 M€ (-32%)
- Banque de Grande Clientèle : CdR à 55 M€ contre une reprise de 20 M€ au 31 mars 2024

Scenarii et pondérations

• Pas d'information donnée au 31 mars

Pour rappel, la banque avait mis à jour au 31 décembre les probabilités de défaut, les variables économiques (PIB, revenu disponible des ménages, écart de taux France / Allemagne, taux de chômage, inflation, etc.) et les pondérations des scenarii économiques utilisés pour le calcul du forward looking ce qui avait généré :

- ✓ une reprise de 21 M€ au titre de la révision des variables macroéconomiques et des probabilités de défaut
- ✓ une dotation de 35 M€ dans le cadre de la révision des pondérations

• Pondérations: Hausse de la pondération du scenario « Stressé »

Scenario	Stressé	Central	Favorable
31 décembre 2024	34%	56%	10%
31 décembre 2023	28%	62%	10%

• Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii

Pondération à 100%	Stressé	Central	Favorable
31 décembre 2024	208	- 149	- 219
31 décembre 2023	570	- 248	- 378

Tests de sensibilité réalisés sur les encours S1/S2

Ajustements post-modèles

• Informations chiffrées non communiquées au 31 mars

Pour rappel au 31 décembre 2024 : Ajustements sectoriels: 752 M€ (+85 M€ sur l'exercice) et Autres ajustements d'ECL: 410 M€ (-289 M€ sur l'exercice)

- ✓ Ajustements (sans impact sur le staging) pour mieux appréhender les cycles de défaut / reprise sur des secteurs d'activité cycliques ou fortement exposés aux risques conjoncturels
- ✓ Ajustements prenant en compte les risques liés au changement climatique (risque de transition et risques physiques) au travers de scenarii environnementaux et d'un indice de vulnérabilité
- ✓ Les principaux secteurs contribuant à l'ajustement au 31 décembre 2024 sont l'immobilier commercial, le commerce de détail non alimentaire et la construction-travaux publics. Les principales évolutions concernent les secteurs où la situation se détériore (secteur de l'hébergement médico-social, le transport routier / entreposage et le secteur des télécommunications) et l'immobilier dont le risque s'est matérialisé

Autres

- **SG indique son taux de couverture du S2 : 4,7% au 31 mars 2025 (4,5% au 31 décembre 2024)**
- Exposition limitée et diversifiée à l'Immobilier Commercial (2% des EaD¹, dont 4% en S3): France 50%, Europe 34%, USA 11% (dont 16% en S3 vs 13% au Q4-24)
- Exposition directe aux LBO de 5 Mds€ et des expositions sur les PME à hauteur de 5% des EaD¹ principalement en France

Groupe Crédit Agricole

CdR global

- **CdR de 735 M€ (+13%)**, en lien avec:
 - ✓ la légère diminution du **Stage 3** (-2%) qui atteint 677 M€ au 31 mars 2025
 - ✓ des dotations de **47 M€ sur les Stages 1 & 2** contre une reprise de **58 M€** au 31 mars 2024

CdR par métier

Au niveau des métiers:

- Grandes Clientèles-BFI: CdR à 24 M€, soit -35% grâce à des reprises sur le trimestre sur des titrisations synthétiques
- **Caisses Régionales: CdR à 318 M€ (+29%) avec un effet modèle sur le S1-S2**
- Banque de proximité :
 - ✓ **LCL: CdR à 92 M€ en recul de 23% mais qui reste élevé sur les professionnels**
 - ✓ CA Italia: CdR à 56 M€ (-8%) en lien avec l'amélioration continue de la qualité des actifs
- Services de Financements Spécialisés :
 - ✓ **Financement Personnel et Mobilité: CdR à 225 M€ (+13%)** impacté par les filiales internationales
 - ✓ Crédit-Bail & Affacturage: CdR à 24 M€ (+21,5%) en lien avec la hausse des défaillances de professionnels et de PME

Scenarii et pondérations

- **Les scénarios économiques pondérés du Q1-25 sont identiques à ceux utilisés au Q4-24**
Pour rappel, mise à jour des paramètres et hypothèses au 31 décembre avec pour le scenario central:
 - ✓ PIB France +1,1% 2024 et +1% 2025 contre respectivement au 31 décembre 2023 1% pour 2024 et 1,4% pour 2025 (-0,1% en 2025 en adverse modéré)
 - ✓ Inflation France +2 % 2024 et +1,1% 2025 contre respectivement au 31 décembre 2023 2,9% pour 2024 et 2,6% pour 2025 (2,3% en 2025 en adverse modéré)
- **Pondérations: Scenario « Adverse modéré » à 50%**
- **Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii**

Scenario	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
31 décembre 2024	18%	50%	30%	2%
31 décembre 2023	10%	35%	50%	5%

Analyse de sensibilité ⁽¹⁾⁽²⁾	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
31 décembre 2024	30,7%	0,0%	-15,7%	-19,3%
31 décembre 2023	18,6%	3,3%	-5,2%	-8,3%

(1) La sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des forward looking locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter
 (2) Selon notre compréhension, il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

- Informations chiffrées non communiquées au 31 mars
- *Néanmoins, le Groupe Crédit Agricole indique dans ses annexes aux comptes consolidés que le Forward Looking est pris en compte au niveau du Groupe mais également au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Dans ce cadre, à dire d'expert, l'analyse du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles peut conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 et à basculer des portefeuilles ou sous-portefeuilles en ECL à maturité.*

Autres

- Expositions Corporate de 370 Mds€ dont 72,6% notées Investment Grade
- **Expositions sur les PME à 28,2 Mds€ (26,7 Mds€ à fin décembre)**
- Expositions LBO chez CACIB de 4 Mds€ à fin mars 2025 (stable par rapport à novembre 2024)
- **Expositions sur l'Immobilier Commercial de 57,4 Mds€** (3,2% des EaD), réparties à 73% en France, 12% en Europe et 6% aux Etats-Unis. 68% des expositions notées Investment Grade, taux de défaut de 2% et expositions S3 couvertes à 56%

Evolution du CdR par banque

Groupe BPCE

CdR global

- **CdR de 651 M€ (+70%)**, en lien avec:
 - ✓ l'augmentation du Stage 3 qui passe de 527 M€ à 554 M€ (+5%)
 - ✓ **des dotations sur les Stages 1 & 2 de 97 M€ contre des reprises de 145 M€ au 31 mars 2024**
- **CdR de 30bp**

CdR par métier

- **Banque de Proximité & Assurance: CdR à 533 M€ (+80%)** dont:
 - ✓ Réseau des Banques Populaires 216 M€ (+73%),
 - ✓ Réseau des Caisses d'Epargne 228 M€ (+129%),
 - ✓ Solutions & Expertises financières 38 M€ (+57%),
 - ✓ Digital & Paiements 31 M€ (-2% en lien avec les effets du plan d'actions engagées chez Oney Bank)
- **Global Financial Services: CdR à 72 M€ (+23%)** dont Banque de Grande Clientèle à 62 M€ (+16%)

Scenarii et pondérations

- **Pas d'information donnée au 31 mars**
Pour rappel, au Q4-24, les paramètres et hypothèses avaient été mis à jour avec pour le scenario central:
 - ✓ PIB France: pour 2024 +1,1% (+0,4% vs S1-24) et pour 2025 +1,4% 2025 (stable vs S1-24) contre fin 2023 0,9% pour 2024 et 1,6% pour 2025
 - ✓ Indice des prix des logements France: pour 2024 -6,0% (vs -6,10% S1-24) et pour 2025 -1,5% (vs -2,5% S1-24) contre fin 2023 -4% pour 2024 et -3% pour 2025
- **Pondérations: Hausse de la pondération du scenario « Central » au détriment du scenario « Optimiste »**
- **Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii**

Zone géographique	France			Zone Euro			Zone US		
Scenario	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2024	15%	80%	5%	13%	78%	9%	10%	65%	25%
31 décembre 2023	20%	50%	30%	18%	76%	6%	15%	36%	49%

Analyse de sensibilité ⁽¹⁾	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2024	23%	-3%	-14%
31 décembre 2023	16%	non matérielle	-10%

(1) Il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

Informations chiffrées non communiquées au 31 mars

Pour rappel, au 31 décembre 2024:

- Des provisions complémentaires avaient été enregistrées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.). Principaux secteurs concernés: Locations et services immobiliers / Professionnels de l'immobilier
NB : Les secteur du BTP et Tourisme, hôtellerie & restauration avaient fait l'objet de reprises sur l'exercice.
- Le total de ces compléments au modèle central du groupe s'élevait à 1 968 M€ au 31 décembre 2024 contre 1 985 M€ au 31 décembre 2023
- A noter que les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux mais au niveau de certains établissements soit via l'application d'un stress sur la note de la contrepartie, soit via l'application d'un taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité aux risques climatiques

Autres

- 30% des expositions brutes sont sur les entreprises dont 67% en France, 17% en Europe et 11% en Amérique
- 8% des expositions brutes sont sur les professionnels
- 24% des expositions brutes sont sur du crédit immobilier aux particuliers

Evolution des principaux ratios sur le risque de crédit

Les ratios repris ci-dessous sont ceux calculés et publiés par les établissements dans les communiqués de presse et les slides investisseurs. Le cas échéant, des précisions sont données sur les méthodologies de calcul dans les notes de bas de page.

CdR en pb sur encours¹

Coût du risque en pb des encours	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole ⁽¹⁾	Groupe BPCE
31 mars 2025	33	25	27	30
31 mars 2024	29	27	25	18

⁽¹⁾ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

Le CdR sur encours en pb varie de manière cohérente avec l'évolution du CdR pour l'ensemble des banques.

Poids des créances douteuses²

Poids des créances douteuses	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
31 mars 2025	1,6%	2,82%	2,1%	2,5%
31 décembre 2024	1,6%	2,81%	2,1%	2,5%

Le poids du douteux est globalement stable pour toutes les banques par rapport au 31 décembre 2024.

La hausse des défaillances d'entreprises ne se reflète pas dans l'évolution de ce ratio.

Taux de couverture des créances douteuses³

Taux de couverture (avant garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
31 mars 2025	NC	44,0%	48,8%	39,5%
31 décembre 2024	NC	43,0%	49,1%	39,7%

L'évolution des taux de couverture avant/après prise en compte des collatéraux est contrastée.

A notre avis, ces évolutions pourraient s'expliquer notamment :

- par des dossiers qui viennent d'entrer en douteux et dont le niveau de couverture est déterminé sur la base d'un scenario de continuité d'exploitation (i.e. un taux de couverture un peu plus bas) ;
- l'effet d'une couverture plus élevée des garanties (par exemple, l'impact de la garantie BPI comprise entre 70 et 90% sur les encours PGE).

Taux de couverture (après garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
31 mars 2025	69,6%	82,0%	NC	64,2%
31 décembre 2024	69,7%	81,0%	NC	68,0%

Source des données : Communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 mars 2025 et 31 mars 2024



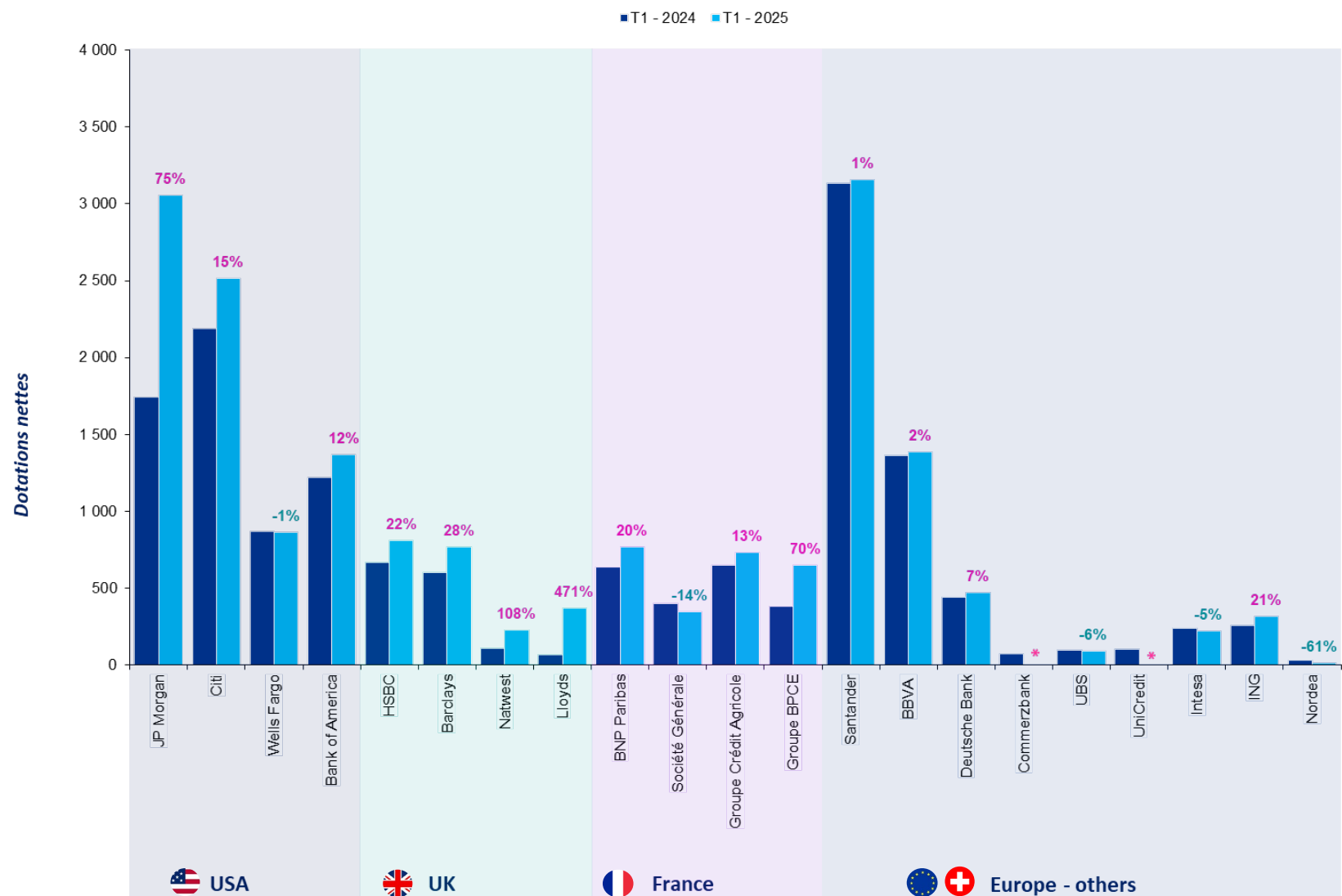
1 CdR sur encours en pb :
- Groupe Crédit Agricole : le CdR sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du CdR des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres.
2 Créances :
- BNP Paribas : les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).
3 Taux de couverture :
- BNP Paribas : rapport entre les Dépréciations Stage 3 et les Encours dépréciés (Stage 3) qui correspondent à : bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).
- Société Générale : Taux calculé selon la méthodologie de l'EBA.

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

CdR 31 mars 2025 / 31 mars 2024 :

En millions d'euro

* Données non disponibles à la date de publication de l'étude



Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

**Etats-Unis: CdR cumulé à 7,8 Mds€, +30%**
(contre 6 Mds€ au 31 mars 2024)

Evolution liée principalement à:

- La constitution de provisions au titre de la prise en compte de la détérioration des prévisions macroéconomiques
- La poursuite de la hausse des pertes sur les cartes de crédit

- JP Morgan:** CdR à 3,1 Mds€ (+75%)
 - ✓ Pertes +280 M€ en lien avec l'activité « Cartes de crédit »
 - ✓ **Provisions +1 Mds€ en lien avec la mise à jour des prévisions macro économiques** et des dégradations de certaines expositions (CIB)
- Citi:** CdR à 2,5 Mds€ (+15%)
 - ✓ **Hausse des provisions en lien avec la détérioration des prévisions macro économiques**
 - ✓ **Pertes sur les cartes de crédit en hausse:** taux de pertes au Q1-25 à 3,89% (Branded cards) et 6,43% (Retail Services) contre 3,55% / 6,21% au Q4-24 et 3,65% / 6,32% au Q1-24
- Bank of America:** CdR à 1,4 Mds€ (+12%)
 - ✓ Pertes stables à 1,4 Mds€: **diminution sur l'immobilier commercial** mais hausse sur le Retail Banking.
 - ✓ **Taux de pertes sur les cartes de crédit en hausse** à 4,05% au Q1-25 contre 3,79% au Q4-24 et 3,62% au Q1-24
- Wells Fargo:** CdR à 0,86 Mds€ (-0,7%)
 - ✓ **Diminution des provisions et des pertes sur l'immobilier commercial** / de bureaux compensée par des pertes sur la clientèle Retail et des provisions sur les entreprises (notamment secteur industrie) dont les prêts non performants augmentent de 4%

**Royaume Uni: CdR cumulé à 2,2 Mds€, +51%**
(contre 1,4 Mds€ au 31 mars 2024)

Evolution principalement liée à:

- A la révision à la baisse des paramètres économiques retenus dans le forward looking en lien avec la détérioration de la situation économique mondiale
- Des ajustements post-modèles liés aux droits de douane et à leurs impacts attendus sur l'activité économique

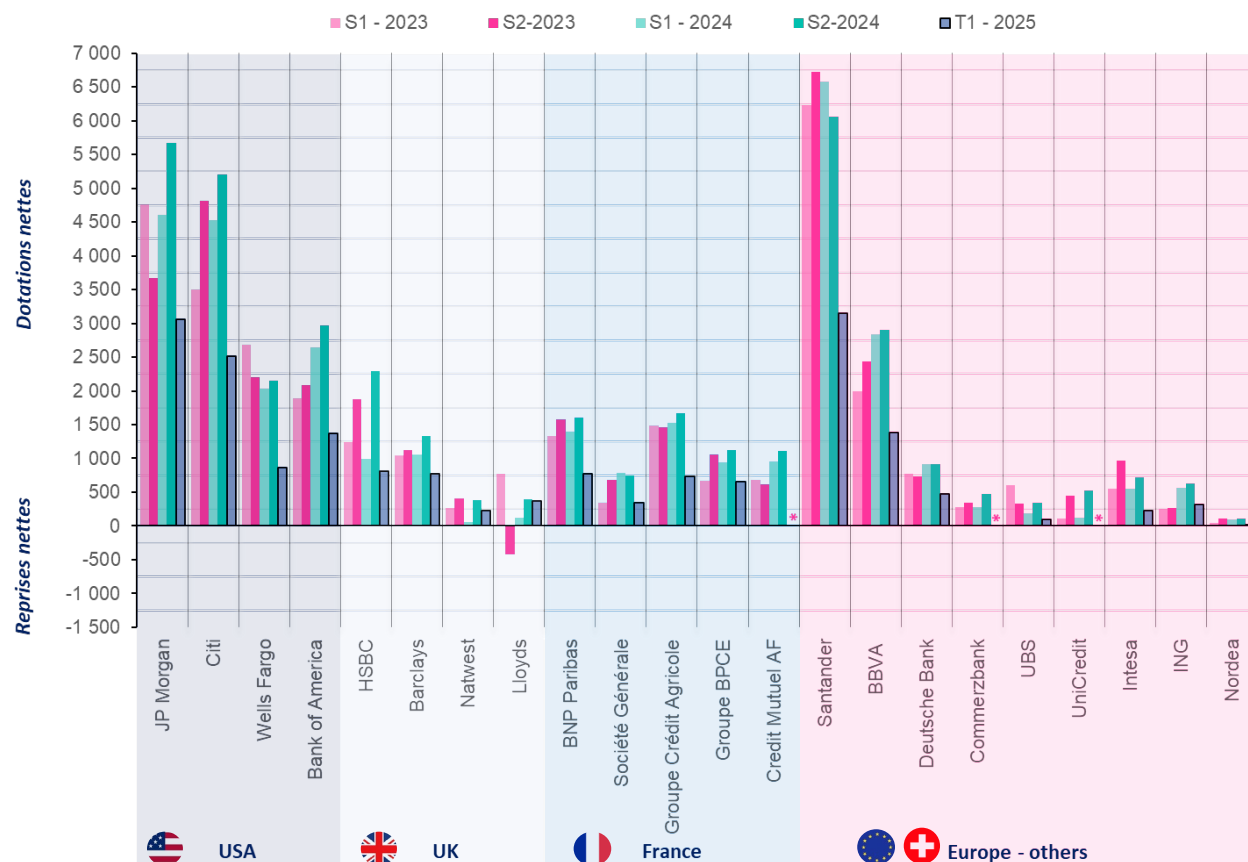
- HSBC:** CdR à 810 Mds€ (+22%)
 - ✓ Evolution liée notamment à la **hausse des overlays (+0,2 Mds\$) qui reflète la dégradation des prévisions économiques liée aux tensions géopolitiques et à la mise en place des droits de douane**
 - ✓ CdR annualisé au Q1-25 à 37bp (objectif annuel entre 30 et 40bp)
 - ✓ **Scénario « Downside » qui passe de 10 à 25%** au détrimment des scénarii « Central » et « Upside ». Une pondération à 100% du scénario « Downside » générerait une hausse des provisions de 500 M\$ (env. 460 M€)
- Barclays:** CdR à 770 M€ en hausse de 28% en lien avec:
 - ✓ Un **ajustement post-modèle de 89 M€ pour prendre en compte le haut degré d'incertitudes aux Etats-Unis**
 - ✓ L'impact des transferts entre Stage post acquisition de Tesco Bank
 - NB: Plus de 60% (y compris ajustements) du CdR est réalisé sur le secteur US Consumer Bank dont les taux de perte (562bp) sont en baisse vs Q1-24 (610bp)
- Natwest:** CdR à 226 M€ (x 2,1 par rapport au Q1-24) compte tenu:
 - ✓ De la **hausse du CdR Stage 3 de 125 M€ en lien** notamment **avec des dotations sur un petit nombre de contreparties Corporate** et un Q1-24 marquée par des reprises sur les secteurs Retail et Private Banking
 - ✓ De la **stabilité des ajustements post-modèles: stock de 365 M€ (+15 M€)**
 - ✓ CdR 2025 attendu à moins de 20bp (19bp au Q1-25)
 - A noter que Natwest n'a pas mis à jour les paramètres et pondérations relatifs au forward looking
- Lloyds:** CdR à 371 M€ (x5,7 par rapport au Q1-24). Cette évolution s'explique par les effets combinés suivants:
 - ✓ Un Q1-24 (avant Forward looking) impacté par une reprise liée à l'évolution du modèle, i.e. modification des taux de pertes observés sur le Stage 3 Commercial Banking (effet one-off)
 - ✓ La mise à jour des scénarii économiques: reprise de 78 M€ au Q1-25 vs reprise de 225 M€ au Q1-24 (dont effet one-off) compensée par un **ajustement post-modèle de 120 M€ pour prendre en compte l'impact des droits de douanes et leurs effets liés**
 - ✓ CdR attendu à 25bp pour 2025 (27bp au Q1-25)

Europe-Autres : CdR relativement stable (+1,7%)

CdR cumulé des banques européennes (hors banques françaises, Unicredit et Commerzbank) à 5,7 Mds€ (contre 5,6 Mds€ au 31 mars 2024)			
ING: CdR à 313 M€ (+21%) ✓ Stock d'ajustements post-modèles relativement stable à 210 M€ (203 M€ Q4-24) ✓ Provisions S1-S2 passant d'une reprise de 110 M€ à une dotation de 99 M€ liée à des transferts en S2 et avec la mise à jour des modèles et des prévisions économiques ✓ S3 en baisse de 153 M€ à 215 M€ au Q1-25 grâce à des reprises sur des contreparties entreprises et à une baisse du flux entrants de nouveaux dossiers ✓ CdR à 18bp inférieur à la moyenne au travers du cycle de 20bp ✓ Poids du S2 et S3 en baisse par rapport au Q4-24 à 8,3% et 1,6% (vs 8,9% et 1,7%)	 Intesa Sanpaolo: CdR à 224 M€ (-5%) ✓ Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 900 M€ ✓ CdR annualisé à 21bp ✓ Expositions nettes de provisions sur la Russie proches de 0 ✓ Net NPL ratio à 1,2%, un niveau historiquement bas	 BBVA: CdR à 1,4 Mds€ (+2%) avec en hausse la Turquie 0,2 Mds€ (x3 tiré par l'activité Retail) compensant la baisse du CdR sur les autres zones (Espagne, Mexique et Amérique du Sud grâce au recul de l'inflation) ✓ NPL en baisse à 14,3 Mds€ (14,8 Mds€ au Q4-24 et 15,3 Mds€ au Q4-23) ✓ Taux de provisionnement des NPL porté à 82% (80% au Q4-24 et 77% au Q4-23)  Santander: CdR de 3,1 Mds€ (+0,7% vs Q1-24) ✓ Qualité du portefeuille soutenue par des taux de chômage bas et l'assouplissement des politiques monétaires ✓ NPL à 2,99% des encours (<à 3% pour la 1^{ère} fois depuis 15 ans) avec un taux de couverture à 66% (vs 6% au Q1-24) ✓ CdR annualisé à 114bp (120bp au Q1-24)	 Deutsche Bank: CdR à 471 M€ (+7%) ✓ S1-S2 en dotation de 130 M€ (vs reprise de 32 M€ au Q1-24) en lien notamment avec la hausse des overlays (+39 M€ à 163 M€ au Q1-25) La hausse des overlays est notamment liée aux effets attendus de la mise en place des droits de douanes aux USA ✓ Cette hausse du S1-S2 impacte plus particulièrement les segments Corporate & Investment Banking. ✓ S3 en voie de normalisation à 341 M€ (-130 M€ vs Q1-24) notamment en lien avec une réduction du risque sur l'Immobilier Commercial ✓ CdR annualisé au Q1-25 à 39bp

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

* Données non disponibles à la date de publication de l'étude



Source des données: Etats financiers non audités (le cas échéant), communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 mars 2025, 31 décembre 2024, 30 juin 2024, 31 décembre 2023 et 30 juin 2023

NB : Pour 2025, les données sont celles du 1er trimestre uniquement.

Dynamique par semestre du CdR depuis 2023:

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.

Après plusieurs trimestres consécutifs d'augmentation très significative des dotations nettes (ayant conduit à une hausse de 74% du CdR entre 2022 et 2023 compte tenu du contexte économique, de la normalisation des taux de défaut et de pertes sur les crédits sur l'activité de « cartes de crédit » et de l'augmentation des provisions et pertes sur les activités « Immobilier de bureaux / Immobilier Commercial »), **la progression du CdR s'est stabilisée à un niveau élevé en 2024.**

Sur le T1-2025, le CdR progresse de nouveau sous l'effet principalement de la dégradation attendue de l'environnement économique (droits de douane et impacts attendus).

A noter que l'évolution du taux de change USD/EUR vient écraser en partie la progression du CdR.

Pour rappel, fin 2022 les banques anglaises avaient mis à jour leurs scénarii économiques (avec la prise en compte de la forte dégradation liée au niveau d'inflation au Royaume-Uni), **ce qui avait eu pour conséquence de générer des dotations très significatives.**

A partir de mi-2023, l'amélioration de la situation économique et des prévisions ont permis d'amorcer un recul du CdR qui s'est confirmé en 2024 notamment au travers de reprise d'ajustements post-modèles.

Sur le T1-2025, la tendance s'inverse, les banques ayant intégré les nouveaux risques économiques liés à la mise en place des droits de douane et leur répercussion attendue sur l'activité économique.

Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, les banques sont dans une dynamique de dotation nette avec des tendances variables entre les établissements selon leurs zones d'exposition (France, Europe, Etats-Unis, pays en voie de développement, etc.) **et leur type d'activités** (Retail, CIB, etc.).

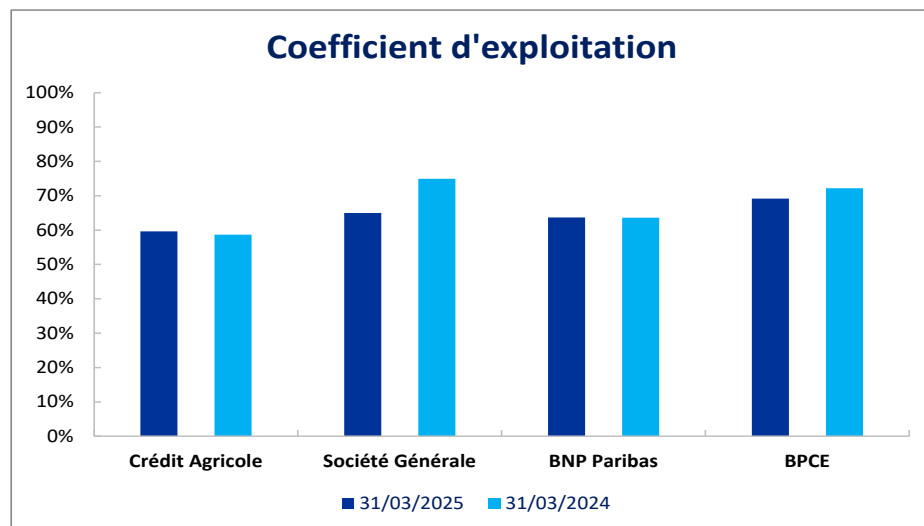
Au cours des exercices 2023 et 2024, ces dotations ont principalement été constituées sur les encours en Stage 3 compte tenu de la hausse des défauts et de l'environnement économique difficile. Des reprises ont également été effectuées sur les Stages 1 & 2 dont une partie effectuée sur les ajustements post-modèles.

Sur le 1^{er} trimestre 2025, le coût du risque semble se stabiliser avec des dotations S3 globalement en baisse compensées par des dotations sur les S1-S2.

A noter que peu de banques communiquent sur des ajustements de modèles liés aux conséquences de la mise en place des droits de douanes.

Un enjeu clé de réduction des coûts opérationnels

Sur le 1^{er} trimestre 2025, les grands groupes bancaires français ont poursuivi leur stratégie d'optimisation des charges, conjuguant maîtrise rigoureuse des coûts et investissements stratégiques au service de leur transformation digitale et opérationnelle, comme en témoigne le niveau de leur coefficient d'exploitation moyen qui s'établit à 64,3 % en amélioration de 297 pb par rapport au 31 mars 2024.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2025

Note : le coefficient d'exploitation a été recalculé en rapportant les frais de gestion publiés au produit net bancaire publié (sans retraitement).

La gestion rigoureuse des charges d'exploitation, combinée à une solide génération de revenus, témoigne de la résilience du secteur bancaire français et de sa capacité à poursuivre ses objectifs d'efficacité opérationnelle à court et moyen termes.

Ainsi, le groupe BNP Paribas communique sur les avancées significatives de son programme d'efficacité opérationnelle, atteignant un premier palier de 190 millions d'euros d'économies sur les 600 millions prévus pour 2025. Cette performance repose sur plusieurs initiatives stratégiques : la restructuration de Personal Finance, l'optimisation continue de la politique d'achats, la rationalisation des dépenses externes et le déploiement accéléré des Centres de Services Partagés. Ces mesures permettent au groupe de contrer efficacement les pressions inflationnistes tout en maintenant un effet de ciseaux favorable dans l'ensemble de ses pôles opérationnels.

Dans le groupe Société Générale, la diminution des charges d'exploitation résulte principalement d'une réduction des coûts liés aux programmes de transformation, associée à une gestion rigoureuse des dépenses courantes. L'amélioration particulièrement marquée du coefficient d'exploitation (994 points de base par rapport au 31 mars 2024) confirme une trajectoire alignée avec les objectifs 2025, et ce malgré les ajustements techniques liés aux récentes cessions d'actifs et modifications de périmètre.

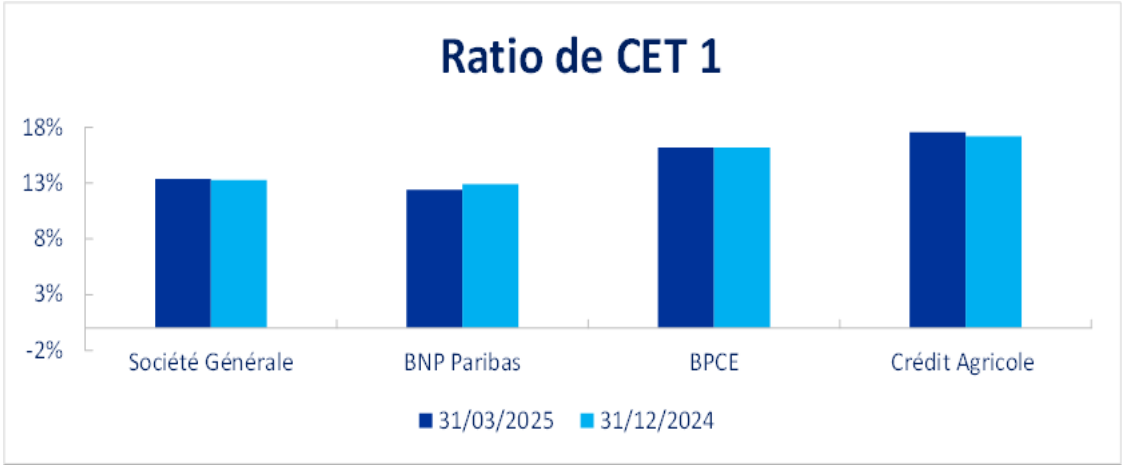
Bien que le groupe Crédit Agricole affiche une augmentation notable de ses charges sur le trimestre (+7%), principalement due au développement de ses métiers stratégiques et à l'intégration de nouvelles acquisitions (Degroof Petercam), la solide progression des revenus compense cette hausse, limitant la dégradation du coefficient d'exploitation à seulement 96 points de base et préservant ainsi l'efficacité opérationnelle globale du groupe.

Au sein du groupe BPCE, si l'évolution des coûts reste maîtrisée dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, témoignant d'une gestion optimisée des frais généraux, la progression des charges de la Banque de Grande Clientèle est plus marquée, en ligne avec une forte dynamique commerciale. Néanmoins, ces évolutions s'accompagnent d'un effet ciseaux positif sur l'ensemble du groupe, reflétant une efficacité opérationnelle robuste et cohérente avec le maintien d'un haut niveau de performance dans ses différentes lignes métiers.



Finalisation de Bâle 3 sans tension sur les ratios

L'entrée en vigueur de la finalisation de Bâle 3 (CRR3) au 1^{er} janvier 2025 marque un tournant décisif dans la gestion du capital réglementaire des établissements bancaires. Les grands groupes français démontrent, au 31 mars 2025, leur résilience face à ces nouvelles exigences, maintenant un solide ratio CET1 moyen à 14,9%, stable par rapport au 31 décembre 2024.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2025

La mise en œuvre des nouvelles règles bâloises révèle des répercussions contrastées sur les ratios de solvabilité des principaux établissements bancaires français, dessinant 2 tendances distinctes comme le montre le tableau ci-dessous, avec néanmoins des niveaux qui restent largement au dessus des exigences réglementaires.

CET 1	Ratio CET1 au 31/03/2025	Exigence	Nature du ratio	Impact CRR3
BNP Paribas	12,4%	10,4%	fully loaded	- 50 pb
Société Générale	13,4%	10,2%	phasé	- 48 pb
BPCE	16,2%	10,6%	phasé	+ 36 pb
Crédit Agricole	17,6%	9,8%	phasé	+ 56 pb

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2025

Note : BPCE communique sur une exigence au 1er avril 2025



Il convient de préciser qu'à ce stade, seul le groupe BNP Paribas publie un ratio fully loaded intégrant d'ores et déjà les exigences finales de Bâle 3 finalisée. Pour les 3 autres établissements, les ratios CRR3, encore soumis à des dispositions transitoires, évolueront progressivement vers la pleine application du cadre final, ce qui entraînera un impact prudentiel croissant à mesure que l'output floor atteindra son niveau cible.

Au-delà des ajustements réglementaires, ce 1^{er} trimestre révèle des stratégies distinctes de gestion du capital.

BNP Paribas communique sur le maintien d'un équilibre entre génération organique de capital, distribution du résultat et mises à jour de ses modèles. Le groupe confirme sa politique attractive et annonce la distribution d'un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2025 (septembre 2025) et un programme de rachat d'actions de 1,08 milliard d'euros prévu au 2nd trimestre 2025.

Alors que le groupe Société Générale consolide significativement sa structure financière grâce à un programme ciblé de désinvestissements (SGEF, SG Private Banking Suisse, SG Kleinwort Hambros), ayant un impact de + 43 pb sur son ratio de CET1, le groupe BPCE, privilégiant une stratégie de croissance externe, voit son ratio impacté à la baisse de - 48 points de base sous l'effet de ses récentes acquisitions.

Le groupe Crédit Agricole poursuit une gestion fine et proactive de sa structure de capital : Crédit Agricole SA a émis le 13 février 2025 un instrument AT1 perpétuel avec option de rappel après 10 ans pour 1,5 milliard d'euros au taux avantageux de 5,875%, tout en annonçant le 30 avril 2025 l'exercice du call réglementaire sur son AT1 de 103 millions de livres sterling – un titre devenu inéligible bénéficiant d'une clause de grand-père jusqu'au 28/06/2025 – dont le remboursement interviendra le 30/06/2025.

Les ratios TLAC sont communiqués par 3 établissements au 31 mars 2025 :

- BPCE : 28% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 28,5% des risques pondérés et 8,4% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 29,7% des risques pondérés et 8,2% de l'exposition en levier.

Les niveaux de MREL sont également communiqués par 3 établissements au 31 mars 2025 :

- BPCE : 34,7% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 34% des risques pondérés et 10% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 33,3% des risques pondérés et 9,2% de l'exposition en levier.

Enfin, les établissements présentent un ratio de levier moyen de 4,9%, supérieur au minimum réglementaire de 3% auquel s'ajoute la charge au titre de leur systémicité et les exigences de Pilier 2.

Ratio de levier (%)	31/03/2025	31/12/2024
Société Générale	4,4%	4,3%
BNP Paribas	4,4%	4,6%
BPCE	5,1%	5,1%
Crédit Agricole	5,6%	5,5%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2025

Une gestion solide de la liquidité

Dans un environnement de marché encore volatile, marqué par des incertitudes géopolitiques persistantes et des ajustements progressifs de politique monétaire, les banques françaises maintiennent une gestion rigoureuse de leur liquidité et de leurs programmes de financement.

Dans ce contexte, tout en continuant de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, les banques maintiennent leurs réserves de liquidité à un niveau élevé qui atteint 1 590 milliards d’euros (+ 20 milliards par rapport au 31 décembre 2024).

Les montants affichés par les banques intègrent une part importante des dépôts en banques centrales et des titres dits HQLA (High Quality Liquid Assets) essentiellement composés de dettes souveraines bien notées (couvertes par des swaps de taux d’intérêts), leur permettant d’afficher un ratio de LCR largement supérieur à l’exigence réglementaire de 100% :

Ratio LCR (%)	31/03/2025	31/12/2024
Société Générale	140%	156%
BNP Paribas	133%	137%
BPCE	151%	142%
Crédit Agricole	139%	127%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2025

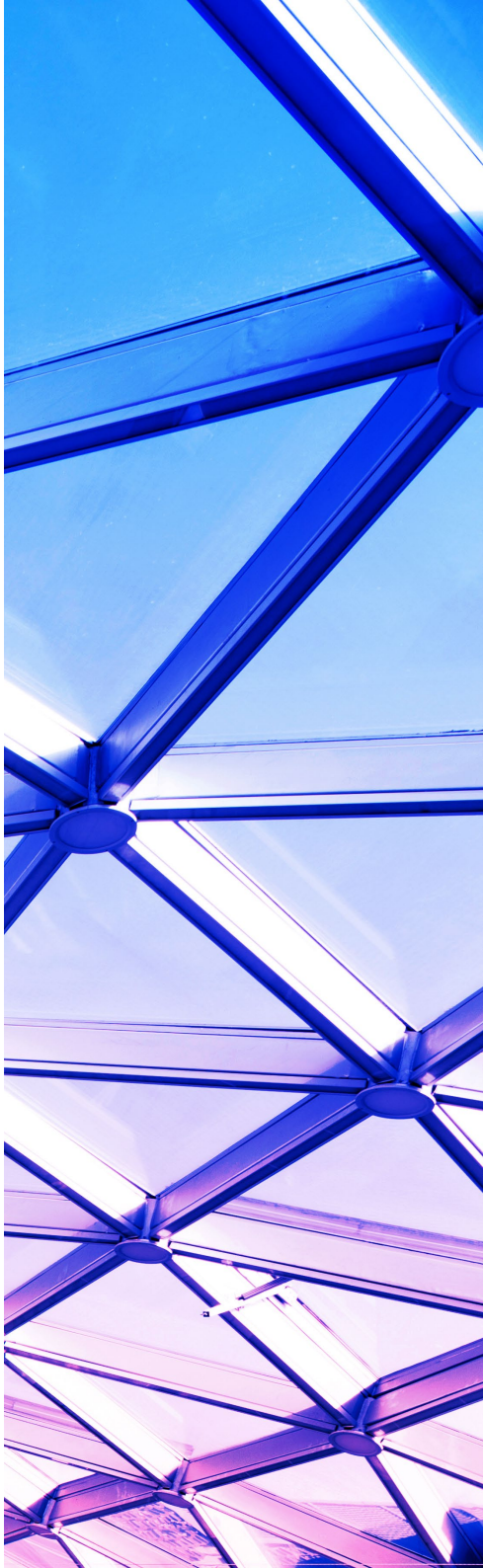
Note : Les groupes Crédit Agricole et BPCE présentent un LCR moyen



Les groupes Crédit Agricole, BPCE et Société Générale annoncent avoir déjà réalisé au 31 mars 2025 plus de la moitié de leur programme annuel d’émission de dette à moyen et long termes engagé fin 2024. Cette approche proactive, répartie entre maison mère et filiales, illustre une politique de refinancement prudente et anticipée, adaptée aux conditions de marché.

Le groupe Crédit Agricole communique également sur son niveau de ressources stables largement excédentaire par rapport à ses emplois stables, avec un différentiel en nette progression sur le trimestre. Cet excédent qui s’inscrit très au-delà des objectifs fixés dans le plan à moyen terme, témoigne de la solidité structurelle de son bilan de liquidité.

Enfin, le groupe BPCE précise que le montant de ses réserves de liquidité lui permet de couvrir 177 % de ses dettes financières à court terme (intégrant les tombées à court terme des dettes financières à moyen-long terme).



Transition écologique et croissance économique : le pari des banques françaises

Forts de leurs résultats et de leurs actions, les groupes bancaires français continuent de démontrer que performance économique et responsabilité environnementale peuvent se renforcer mutuellement, positionnant les banques comme des acteurs majeurs de la transition vers une économie plus durable.

Au 1^{er} trimestre 2025, chaque établissement a déployé un arsenal complet d'initiatives (financements innovants, investissements thématiques, stratégies de désengagement ciblées) alignées avec les ambitions stratégiques sur le long terme.

Ainsi, le groupe **BNP Paribas** confirme la synchronisation de ses pôles opérationnels avec sa trajectoire de croissance 2024-2026, tout en concrétisant des projets emblématiques en faveur de la transition écologique : signature d'un accord avec la Banque Européenne d'Investissement mobilisant jusqu'à 8 milliards d'euros pour le déploiement de parcs éoliens à l'échelle continentale, inauguration d'un centre de reconditionnement informatique francilien via sa filiale 3 Step IT permettant de traiter 400 000 équipements par an, réalisation avec succès du closing du fonds BNP Paribas Solar Impulse Venture Fund, entièrement dédié aux technologies bas-carbone.

Le groupe **Société Générale** poursuit sa trajectoire ambitieuse de décarbonation, avec des résultats probants : une réduction supérieure à 50% de son exposition aux hydrocarbures depuis 2019 et une diminution équivalente de l'intensité carbone dans le secteur de la production électrique. Sa contribution cumulative à la finance durable atteint désormais 80 milliards d'euros, en avance sur son objectif de 500 milliards euros pour la période 2024-2030. Le groupe développe également son expertise conseil dans des projets pionniers de captage et stockage du carbone pour saisir les nouvelles opportunités sur le domaine de la transition environnementale. Il a ainsi agi en tant que conseiller financier exclusif pour les projets au Royaume-Uni de Net Zero Teesside Power et Northern Endurance Partnership, visant à être le 1^{er} financement au monde d'une centrale électrique au gaz avec le captage et le stockage du carbone.

Le groupe **Crédit Agricole** intensifie son engagement en faveur de la transition énergétique à travers une expansion de ses financements et investissements bas-carbone. Entre fin 2020 et fin 2024, son portefeuille de financements dédiés aux énergies vertes a plus que doublé, tandis que ses investissements dans ce secteur atteignaient le seuil symbolique de 6 milliards d'euros. Fidèle à sa vision de banque universelle, le groupe déploie cette stratégie auprès de l'ensemble de ses segments de clientèle, portant ses encours liés à la transition environnementale à près de 112 milliards d'euros, principalement concentrés sur 2 axes prioritaires : l'immobilier à haute performance énergétique et les solutions de mobilité durable.

En parallèle, le groupe accélère son désengagement méthodique des énergies carbonées avec une exposition aux financements de projets d'extraction d'hydrocarbures en repli de 30% depuis 2020, et une réduction particulièrement marquée dans le secteur pétrolier (- 56%), dépassant largement les objectifs initialement fixés pour fin 2025 (- 25%).

De son côté, le groupe **BPCE** déploie une stratégie ambitieuse en matière de durabilité, structurée autour de 3 piliers complémentaires : des trajectoires de décarbonation précises, des solutions financières à impact pour sa clientèle et des transformations profondes de ses propres modes de fonctionnement.

Avec 15% d'émissions carbone en moins depuis 2019, le groupe a récemment conclu un contrat d'achat d'électricité sur 20 ans avec Opale dont le parc éolien alimentera 11% de la consommation électrique totale du groupe, couvrant data centers, bureaux et agences bancaires.

Les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne enrichissent parallèlement leur gamme verte avec le Prêt Impact Immobilier, conditionnant les crédits à des critères énergétiques, et le novateur Plan d'Épargne Avenir Climat destiné aux jeunes, tandis que Natixis coordonne le premier Blue Repo garanti durable avec Banco do Brasil.

À travers leurs initiatives convergentes, les établissements bancaires français prouvent que performance économique et responsabilité environnementale se renforcent mutuellement, faisant du secteur financier un véritable accélérateur de la transformation durable de l'économie.

Dans un monde confronté à des défis majeurs, ces stratégies prennent tout leur sens : accompagner clients particuliers et entreprises à travers les grandes mutations contemporaines – environnementale, technologique, démographique et géopolitique – pour construire avec confiance un avenir plus résilient et plus inclusif.





Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse, des slides investisseurs et des états financiers non audités des principaux groupes bancaires français publiés au 31 mars 2025.

Ces éléments ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 24 avril 2025 : BNP Paribas
- 30 avril 2025 : Société Générale et Crédit Agricole
- 6 mai 2025 : BPCE (après bourse)

Contact

Arnaud Bourdeille

Associé

Responsable du secteur banque

abourdeille@kpmg.fr

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.